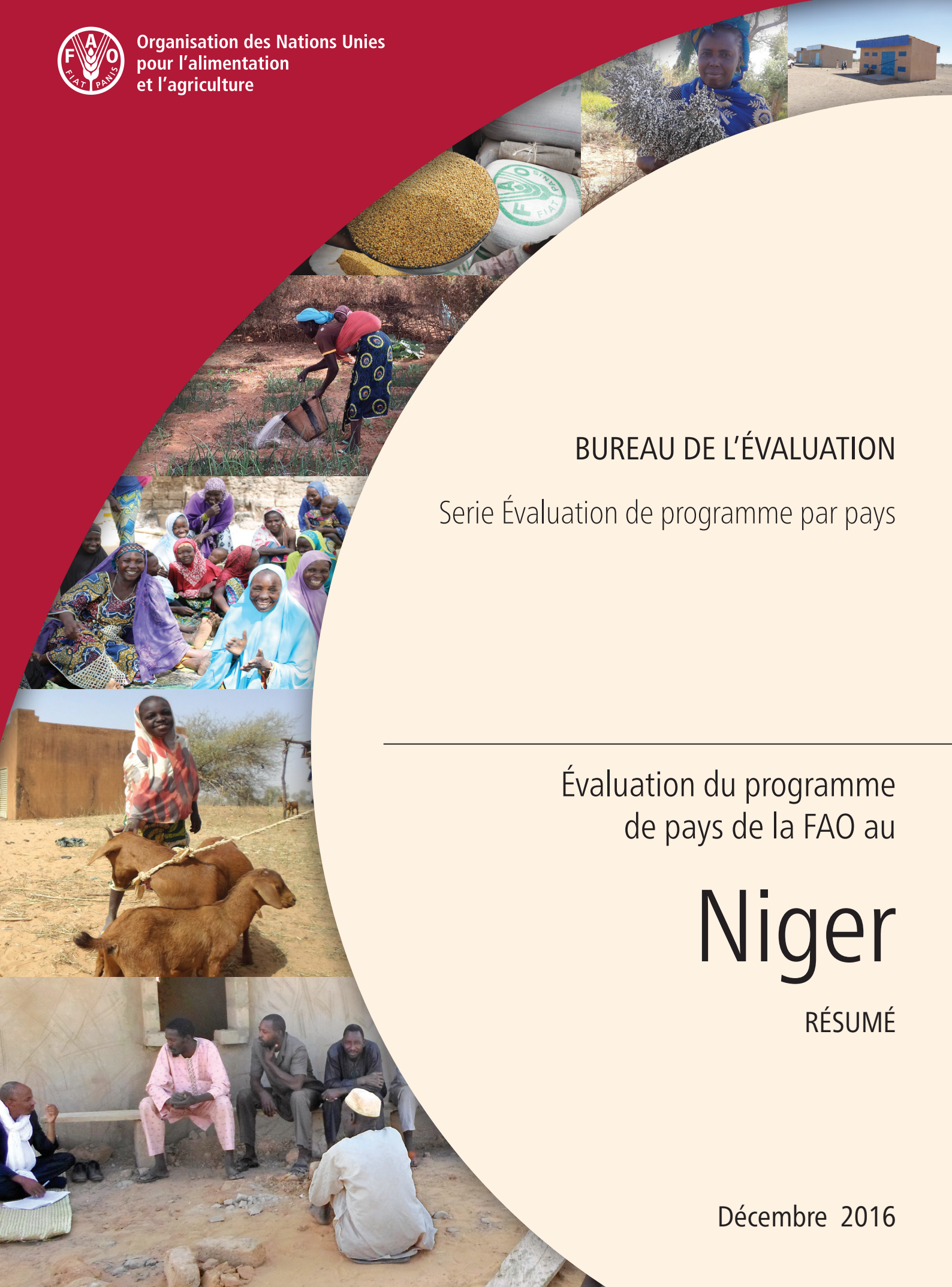




Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



BUREAU DE L'ÉVALUATION

Serie Évaluation de programme par pays

Évaluation du programme  
de pays de la FAO au

# Niger

RÉSUMÉ

Décembre 2016



**SERIE ÉVALUATION DE PROGRAMME PAR PAYS**

## **Évaluation du programme de pays de la FAO au Niger**

**RÉSUMÉ**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
BUREAU DE L'ÉVALUATION**

**Décembre 2016**

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Bureau de l'Evaluation (OED)

Ce rapport est disponible en version numérique sur: <http://www.fao.org/evaluation>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

Pour plus ample information sur ce rapport, contacter:  
Directeur, OED  
Viale delle Terme di Caracalla 1  
00153 Rome, Italie  
Courriel: [evaluation@fao.org](mailto:evaluation@fao.org)

Crédits photos: page de couverture (par ordre descendant) ©Adamou Mahaman Moustapha ; ©Sambo Bodé ; ©FAO/Mediabase; ©FAO/Genny Bonomi; ©FAO/Dimitra; ©Sambo Bodé ; ©Adamou Mahaman Moustapha

## Remerciements

L'équipe d'évaluation était composée de Genny Bonomi, responsable de l'évaluation, Tala Talae, analyste d'évaluation, les deux membres du Bureau de l'évaluation et 4 experts thématiques: Anne Bichard pour la nutrition ; Georgette Konate Traoré pour les questions relatives au genre ; Adamou Mahaman Moustapha pour le développement rural, le changement climatique et l'eau; et Sambo Bodé pour l'élevage et le pastoralisme.

Le Bureau de l'évaluation souhaite remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette évaluation. En particulier, nous exprimons toute notre gratitude à l'équipe de la FAO au Niger pour les nombreuses rencontres et échanges qui ont constitué des moments importants de discussion pour comprendre le contexte et le travail de la FAO au Niger. Nous les remercions également pour le support administratif et logistique qu'ils ont fourni à l'évaluation.

Nous souhaitons également remercier Amina Ari, qui a coordonné le programme de l'équipe d'évaluation au Niger, pour sa professionnalité et disponibilité. En outre, nous remercions Nadine Monnichon, du Bureau de l'évaluation, pour le support administratif fourni et pour son aide précieuse.

Enfin, nous souhaitons remercier toutes les personnes que l'équipe a rencontrées, notamment les partenaires institutionnels de la FAO, les membres du Groupe consultatif, les partenaires techniques et financiers, les Organisations paysannes, les ONG et les bénéficiaires pour le temps qu'ils nous ont accordé et les importantes contributions qu'ils ont apportées à l'évaluation.

## Abréviations

A2C	Approche «communes de convergence»
AGIR	Alliance globale pour la résilience
ASTF	Fonds fiduciaire africain de solidarité
AT-Nutrition	Assistant technique pour la nutrition
BI	Boutique d'intrants
BIT	Bureau international du Travail
CCD-OPN	Cadre de collaboration et de dialogue des organisations paysannes du Niger
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEP	Champ école paysan
CES	Conservation des eaux et des sols
CH	Cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CLCPRO	Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale
CMPS	Comité de pilotage multisectoriel des Programmes stratégiques
CNLA	Centre national de lutte antiacridienne
COGES	Comité de gestion
ComdeCon	Commune de convergence
CountrySTAT	Système national d'informations statistiques pour l'alimentation
CPP	Cadre de programmation par pays
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
DGA	Direction générale de l'agriculture
DNGCCA	Dispositif national de prévention et gestion des catastrophes et crises alimentaires
DP	Domaine prioritaire
DRS	Défense et restauration des sols
ECTAD	Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières
EMPRES	Système de prévention des crises
EPP	Évaluation du programme de pays
ERCU	Unité des opérations d'urgence et de réhabilitation et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FAOR	Représentant de la FAO
FGI	Fonds de garantie intrants
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMM	Mécanisme d'appui aux programmes multidonateurs
FOSEL	Fonds de sécurisation de l'élevage
GTRR	Groupe technique de travail inter-agences sur la résilience
HC-i3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N
IARBIC	Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives

ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
IDH	Indice de développement humain
IESA	Initiative eau et sécurité alimentaire
INRAN	Institut national de la recherche agronomique du Niger
INS	Institut national des statistiques
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
IR	Initiative régionale
i3N	Initiative «Les Nigériens nourrissent les Nigériens»
LABOCEL	Laboratoire central de l'élevage
MAG	Malnutrition aiguë globale
MC	Malnutrition chronique
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OED	Bureau de l'évaluation
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne
OS	Objectif stratégique
PAA Africa	Acheter aux Africains pour l'Afrique
PAM	Programme alimentaire mondial
PASEC	Projet d'appui à l'agriculture sensible aux risques climatiques
PCIMA	Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë
PCT	Programme de coopération technique
PDES	Plan de développement économique et social
PNPS	Politique nationale de protection sociale
PNSN	Politique nationale de sécurité nutritionnelle
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
P4P	Initiative Achats au service du progrès
PTF	Partenaires techniques et financiers
RAF	Bureau régional pour l'Afrique
REACH	Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants
RESEPI	Réseau régional des réseaux d'épidémiologie nationale
RESOLAB	Réseau ouest et centre africain des laboratoires vétérinaires de diagnostic de l'influenza aviaire et des autres maladies transfrontalières
REV	Réseau d'épidémiologie-véto
RWEE	Accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation des femmes rurales
SA	Sécurité alimentaire
SAP	Système d'alerte précoce
S&E	Suivi et évaluation
SNU	Système des Nations Unies
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition ( <i>Scaling Up Nutrition</i> )
TCE	Division des urgences et de la réhabilitation
TCI	Division du Centre d'investissement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance





## Résumé

### Introduction

- R1 Cette évaluation fait partie d'une série d'évaluations des programmes de pays (EPP) conduites par le Bureau de l'évaluation de la FAO. La finalité principale d'une EPP est de contribuer à mieux orienter le programme de la FAO au niveau d'un pays, afin de le rendre plus pertinent aux besoins de ce dernier, et de renforcer l'impact des efforts de l'Organisation vers la réalisation des Objectifs mondiaux des États membres: i) éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition; ii) éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous; et iii) gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles. Les résultats de l'évaluation contribueront à informer le processus de développement du nouveau cycle du CPP du Niger qui démarrera à la mi-2016.
- R2 L'équipe d'évaluation était composée de quatre évaluateurs indépendants et deux membres du Bureau de l'évaluation. Les profils des membres de l'équipe correspondaient aux domaines clés d'intervention de la FAO, identifiés pendant la phase préparatoire de l'évaluation: le développement rural, le changement climatique, l'élevage et le pastoralisme, la nutrition et le genre.
- R3 Au total, pendant la phase d'enquête, qui s'est déroulée entre novembre 2015 et janvier 2016, l'équipe a rencontré environ 300 personnes, aux niveaux central et décentralisé, incluant des représentants des institutions nationales, des organisations de la société civile, des organisations et fédérations paysannes, des bailleurs de fonds, des agences du Système des Nations Unies et d'autres agences internationales de développement. En outre, l'équipe d'évaluation a organisé des groupes de discussion avec les bénéficiaires sur des sites de projets sélectionnés dans cinq régions du Niger (sur un total de huit): Tahoua, Zinder, Maradi, Dosso et Tillabéri.
- R4 Selon l'indice de développement humain (IDH), le Niger est parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un faible niveau d'éducation (le taux d'alphabétisme parmi les adultes est de 28,6% pour cent<sup>1</sup>) et une couverture sanitaire limitée. Le pays enregistre un des plus forts taux de croissance démographique du monde (3,9 pour cent) se traduisant, entre autre, par une forte pression sur les ressources naturelles (RGP/H, 2012). Même dans les années excédentaires, une partie importante de la population se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire plus ou moins sévère. Durant la période couverte par l'évaluation, la malnutrition aiguë est demeurée à un niveau supérieur au seuil d'alerte (10 pour cent) et souvent proche du seuil d'urgence (15 pour cent). La prévalence de la malnutrition chronique a, quant à elle, dépassé systématiquement le seuil critique de 40 pour cent.
- R5 L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie nationale et représentait plus de 45 pour cent du PIB en 2010. Le sous-secteur de l'élevage est un secteur important pratiqué par 87 pour cent de la population active. Le socle de l'agriculture nigérienne est constitué de petites exploitations familiales qui développent des stratégies de diversification de manière à faire face aux nombreux risques auxquels elles sont soumises, au premier rang desquels l'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des événements climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, etc.).

### Principales constatations

- R6 Les EPP abordent deux aspects principaux: i) le positionnement stratégique de l'Organisation, et ii) la contribution de la FAO aux Domaines prioritaires (DP) du Cadre de Programmation par pays (CPP). Les Domaines prioritaires identifiés par le CPP au Niger dans le cadre de la collaboration entre le Gouvernement nigérien et la FAO étaient: DP1) le renforcement de la résilience; DP2) l'accroissement, diversification et valorisation des productions et DP3) le renforcement des capacités des institutions du secteur rural. Ce résumé présente les constatations principales ainsi que les conclusions et recommandations de l'évaluation.

---

1 Taux d'alphabétisation 15 ans et plus, source: ECVMA - 2011, INS.

## Pertinence et positionnement stratégique

- R7 Au cours de la période évaluée, le contexte institutionnel et politique au Niger a considérablement évolué avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement en avril 2011 et l'affirmation d'un engagement renforcé en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Cela s'est traduit par l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention centrée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dénommée «les Nigériens nourrissent les Nigériens» (i3N). Le programme de la FAO est en cohérence avec l'i3N qu'elle a largement supporté.
- R8 La nature multisectorielle de l'i3N facilite l'émergence de thématiques comme la nutrition et la protection sociale au niveau central et devrait contribuer à impliquer les ministères du développement rural sur ces questions transversales. La FAO doit jouer un rôle clé dans cette évolution. Pour ce qui concerne la nutrition, la FAO a renforcé ses équipes, elle est présente dans les réunions de coordination et a organisé différents ateliers pour faciliter l'adoption d'approches sensibles à la nutrition par les acteurs du secteur de la sécurité alimentaire et du développement rural. Pour ce qui relève de la protection sociale, le positionnement de la FAO au Niger n'a pas encore été clairement défini.
- R9 La nécessité de lier les interventions d'urgence et de développement est reconnue aujourd'hui par la majorité des acteurs rencontrés. Dans ce domaine, la FAO au Niger a un rôle à jouer car elle met en œuvre des actions humanitaires en réponse aux crises, tout en étant un partenaire clé du développement rural nigérien. Malgré cette double compétence, et l'intégration en 2013 de l'Unité des urgences dans la Représentation au niveau du pays, la capacité de l'Organisation à proposer des approches intégrées urgence-développement n'a pas été suffisamment exploitée.
- R10 Au Niger, bien que plusieurs interventions proposées par la FAO aient une large composante d'adaptation au changement climatique, la visibilité de sa contribution dans ce domaine, dont l'importance va croissante, est limitée. Le bureau pays n'a pas une expertise dédiée à cette thématique qui pourrait permettre à la FAO d'accroître sa contribution et sa visibilité dans ce domaine.
- R11 L'évaluation note positivement plusieurs collaborations entre les agences du SNU qui se sont concrétisées par des projets conjoints. La FAO a été parmi les promoteurs de l'Approche «Communes de convergence» (A2C), adoptée en 2013, qui est aujourd'hui une initiative phare du SNU et qui opérationnalise l'i3N au niveau communal. Les agences du SNU (et d'autres partenaires) à travers cette approche visent à planifier et mettre en œuvre de manière conjointe des interventions en faveur de la résilience à l'échelle des communes. Ce processus positif, qui est relativement nouveau, au moment de l'évaluation se limitait principalement à une convergence géographique.
- R12 La FAO met en œuvre ses interventions à travers des partenaires opérationnels (ONG et Organisations paysannes). En général, les partenaires apprécient positivement leur collaboration avec l'Organisation, mais les relations que la FAO établit avec ses partenaires, formalisées par des protocoles d'accord, relèvent principalement de la prestation de service et concernent des activités très ponctuelles. Les compétences des partenaires, (dans des domaines comme le genre ou la nutrition par exemple) sont insuffisamment valorisées par l'Organisation. Les modalités de collaborations, qui sont principalement de courte durée, ne facilitent pas un vrai engagement qui devrait se concrétiser par la prise en compte des avis des partenaires, de leurs propositions et de leurs connaissances du contexte.
- R13 Des expériences de projets conjoints avec le PAM pour lesquels les deux agences ont mis en œuvre leurs interventions à travers le même partenaire opérationnel ont montré des résultats très positifs et une amélioration des synergies des actions.
- R14 Le Niger bénéficie d'une attention particulière de l'Organisation avec plusieurs interventions provenant du siège et du Bureau régional d'Accra. Cette attention a contribué à enrichir le programme au niveau du pays avec des expériences innovantes. Cependant, l'attention portée au Niger par l'Organisation peut se traduire par une multiplication d'initiatives qui

ne renforcent pas nécessairement les capacités du Bureau pays. La modalité de mise œuvre adoptée pour l'Initiative régionale 1 (IR1) supportant l'Objectif stratégique 1 (OS1) offre un exemple positif d'un véritable renforcement du Bureau pays en ayant contribué à créer et financer les postes d'un Chargé des politiques et d'un nutritionniste. La valeur ajoutée de ces deux postes transversaux dans deux domaines clés l'intervention de la FAO au Niger a été très importante pour renforcer l'équipe pays. L'initiative Faim zéro a également fourni un appui au renforcement des capacités dans le domaine de la mobilisation de ressources.

- R15 Plusieurs partenaires pensent que la FAO a un rôle important à jouer, mais indiquent qu'elle n'est pas suffisamment active dans la recherche de financements. Malgré les opportunités existantes au niveau du pays pour la mobilisation de ressources, la FAO éprouve des difficultés à se positionner.

### **Renforcement de la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle**

- R16 Les entretiens conduits lors de l'évaluation montrent que le terme «résilience» est très présent dans les discours des différents acteurs étatiques et non étatiques sans qu'il y ait un réel consensus sur le sens à donner à ce terme. Le renforcement de la résilience justifie des actions dont la nature diffère en fonction des acteurs: pour certains, les activités d'appui à la production des ménages sont des activités étiquetées «résilience», pour d'autres ce sont les actions à caractère «social» qui renforce la résilience et pour d'autres encore sont les actions en réponse à des crises. Les travaux préparatoires du nouveau plan d'action 2016-2020 de l'i3N avaient également souligné que ce terme est compris de manière très variable selon les personnes, les acteurs et les secteurs. En outre, les discussions ont mis en évidence la nécessité d'une différenciation plus claire entre les interventions de prévention et de réduction de la vulnérabilité chronique d'une part et les réponses d'urgence d'autre part pour atteindre les objectifs poursuivis.<sup>2</sup> La reformulation du nouveau CPP devrait faire également cette distinction.
- R17 La sécurité alimentaire au Niger implique un grand nombre d'acteurs et d'institutions et plusieurs cadres de concertation.<sup>3</sup> Pour la FAO, il est difficile d'assurer une présence efficace dans tous ces groupes à cause de la disponibilité limitée du personnel au niveau du Bureau de pays. Sa participation dans le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) apparaît diluée par rapport à celle d'autres agences. La FAO a efficacement contribué à la facilitation des clusters au niveau de Niamey et dans les régions où elle dispose de sous-bureaux.
- R18 Les actions pour le renforcement de la résilience ont surtout porté sur les cultures pluviales et irriguées, la distribution de «kits élevage», la mise à disposition d'aliments pour bétail, d'intrants zootechniques et de médicaments vétérinaires.
- R19 En général, les distributions de semences (pluviales et irriguées) reconduites chaque année rentrent dans une logique de réponse aux crises ponctuelles (vulnérabilité conjoncturelle). Elles pourraient également être conçues pour s'inscrire dans une démarche de réduction de la vulnérabilité structurelle en ciblant les mêmes ménages sur plusieurs années. Une mobilisation de fonds pluriannuels permettant de fournir un appui prévisible aux bénéficiaires pourrait inscrire cet appui dans une logique de protection sociale. Cela pourrait également permettre de mieux planifier les interventions, qui souffrent encore de retards dans les distributions, d'investir plus de temps dans le ciblage pour garantir sa qualité, dans le suivi des effets et impacts, mais également d'établir des collaborations avec les partenaires opérationnels sur une plus longue durée.
- R20 Parmi les différentes interventions de renforcement des moyens d'existence, les effets des distributions d'animaux se sont avérés être les plus durables. Les impacts positifs de ces actions observés par l'équipe d'évaluation incluent l'amélioration des revenus grâce aux ventes suite à l'augmentation du cheptel, l'amélioration du statut social des femmes

---

2 Plan d'action de l'i3N 2016-2020 p. 11.

3 Cluster SA piloté par le Ministère de l'agriculture, différents cadres de concertation du Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) rattaché à la primature, groupes restreint Alliance ECHO, GTTR, GTI, etc.

vulnérables et la disponibilité du lait pour les enfants. Les animaux constituent également une épargne pour les ménages. En général, on note que les appuis de la FAO en faveur de l'élevage et du pastoralisme se sont limités à des actions d'urgence sans promouvoir dans le temps une articulation entre l'urgence et le développement permettant d'assurer leur durabilité, avoir plus d'impacts et renforcer la résilience des communautés vulnérables.

- R21 En général, il existe un certain consensus au niveau de la FAO et des partenaires sur la nécessité d'intervenir parallèlement dans plusieurs sphères de la vie des populations vulnérables pour renforcer leur résilience. Dans ce sens, la FAO promeut dans différents pays l'approche intégrée «Caisses de résilience» qui inclut trois composantes: technique, financière et sociale. Au Niger, cette approche fait écho à des interventions plus anciennes de la FAO comme les projets «Intrants» ou IARBIC. Les acquis de ces projets sont perceptibles dans les trois composantes de l'approche «Caisses de résilience».<sup>4</sup> Pourtant les actions de renforcement de la résilience mises en œuvre sur la période n'ont pas eu toujours ce caractère intégré : les trois composantes ont été souvent mises en œuvre séparément, sur des zones ou pour des bénéficiaires différents.
- R22 Si la FAO s'est bien positionnée sur le plan institutionnel dans le domaine de la nutrition, au niveau opérationnel des efforts restent à faire. Dans ses interventions, la FAO inclut des actions de promotion de la nutrition, mais ces actions souvent ciblent peu de bénéficiaires, ne sont pas coordonnées avec celles conduites par d'autres acteurs, et sont confiées à des opérateurs qui n'ont pas une expérience consolidée dans ce domaine. Les ressources allouées à la nutrition demeurent trop marginales pour en mesurer l'impact.

### **Accroissement, diversification et valorisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques**

- R23 La FAO enregistre un succès au Niger en ce qui concerne l'introduction de nouvelles approches et leurs adoptions. Cela a été possible grâce à l'existence de projets comme Intrants et IARBIC qui ont permis à la FAO d'avoir un financement sur une durée suffisamment longue. Ces projets ont largement impliqué les acteurs nationaux, en particulier les OP et le Ministère de l'agriculture, ce qui représente un élément important contribuant à l'appropriation des innovations et à leur durabilité. En outre, en lien étroit avec IARBIC, la FAO a mis en place au Niger le projet «Capitalisation de bonnes pratiques» qui a largement documenté et diffusé les expériences de l'Organisation sur des thématiques comme le warrantage, les boutiques d'intrants, la micro-dose et l'utilisation des engrais. La qualité et le dynamisme des personnes ayant travaillé à ces projets représentent un autre facteur clé de leur succès.
- R24 La diffusion de l'approche «Champs école paysans» (CEP) comme mécanisme de transmission des innovations et bonnes pratiques est un exemple de ce succès. Aujourd'hui, cette approche est utilisée par plusieurs programmes et projets de développement et le Ministère de l'agriculture est en train de développer un «Guide pratique du facilitateur des CEP». Une expérience pilote menée en 2013 pour introduire les Champs école pastoraux, bien que très pertinente dans le contexte du Niger, n'a pas abouti à des résultats visibles à cause de son échelle limitée et du manque de suivi.
- R25 La FAO a joué un rôle important dans l'appui aux dispositifs d'approvisionnement et de distribution des intrants agricoles. L'appui de la FAO a permis au Niger de disposer d'une Loi semencière. Sa contribution dans la formation et la mise en réseau des acteurs de la chaîne a permis de renforcer le dispositif national semencier. En outre, à travers les projets «Intrants» et IARBIC, l'Organisation a largement contribué à créer et étendre les réseaux de boutiques d'intrants améliorant la disponibilité en engrais au niveau national. En général, l'évaluation note que l'implication du secteur privé dans la commercialisation des intrants (semences et engrais) devrait être prise en considération dans la stratégie d'intervention pour améliorer la durabilité du système.
- R26 Les systèmes de productions irriguées ont été soutenus par des distributions de semences maraichères bénéficiant aux ménages vulnérables. Cependant, l'évaluation note que les

---

4 Par exemple les CEP pour le domaine technique, le warrantage pour le domaine financier et les clubs d'écoute Dimitra pour le domaine sociale.

investissements de la FAO dans la création/réhabilitation de périmètres irrigués ainsi que la vulgarisation de techniques modernes d'irrigation à faible coût (goutte à goutte) ont été faibles. L'arrivée récente au sein de l'équipe pays d'un expert dans ce domaine est un atout qui pourrait contribuer à développer ce secteur qui tient une place importante dans le nouveau Plan d'action de l'i3N (l'Axe 1 du nouveau plan concerne la maîtrise de l'eau) et est un élément clé pour faire face aux enjeux climatiques.

R27 L'évaluation a constaté un faible engagement de la FAO au Niger sur les étapes post-récolte (transformation et commercialisation). Une initiative pertinente d'appui à la commercialisation des produits est l'approche PAA (achats locaux) promue par la FAO en partenariat avec le PAM. Au Niger, la FAO a contribué à adapter l'approche au contexte rural du pays et à faciliter la mise en contact du PAM avec les organisations paysannes. Cependant, les faibles ressources mobilisées pour cette activité et la disponibilité limitée en personnel ne permettent pas à la FAO de participer pleinement à cette intervention.

### **Renforcement des capacités des institutions du secteur rural**

R28 La FAO a fourni son soutien à l'i3N depuis sa création à travers la contribution au développement de son Plan d'investissement et la mise à disposition de quatre experts au niveau de l'HC-i3N. La relation de la FAO avec les ministères techniques et l'HC3N dès son lancement est une valeur ajoutée de l'Organisation.

R29 Durant la période analysée, la FAO a été chef de file des partenaires techniques et financiers (PTF) du Comité de pilotage multisectoriel des Programmes Stratégiques 1 (CMPS) devant contribuer à l'animation et à la coordination de l'Axe 1 de l'i3N «Accroissement des productions». Dans l'ensemble, les mécanismes de coordination de l'i3N n'ont pas été très dynamiques, et la faiblesse du CMPS1 en particulier, a engendré un manque d'espace de concertation sur les questions liées au développement du secteur rural.

R30 La FAO a contribué à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux à travers plusieurs activités. La présence d'un expert nutrition au sein de la Représentation a permis à la FAO de contribuer à l'élaboration d'une PNSN qui inclut les dimensions de prévention portées par les secteurs de développement rural (agriculture et élevage). Les ateliers organisés dans le cadre du programme régional «Développer les capacités pour l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire» sont très pertinents et répondent à des besoins existants, mais leur mise en pratique reste faible. L'implication des universités ou des centres de formation présents au niveau national aurait pu accroître la pérennité de l'action.

R31 Le Niger est parmi les pays bénéficiant de l'initiative FIRST, un programme de partenariat entre la FAO et l'UE. Ce programme vise à renforcer les capacités des gouvernements et des organisations régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que de mise en œuvre de politiques agricoles durables, sous la forme d'un appui aux politiques et au renforcement de capacités. Au Niger FIRST mettra à disposition du Gouvernement un expert international sur la nutrition et un fonctionnaire international en charge de politiques (P4) qui seront basés à l'HC3N. FIRST permettra à la FAO et à l'UE de mieux supporter le Gouvernement dans ce domaine.

R32 Dans le domaine des statistiques, la mise en place de CountrySTAT a contribué à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des données statistiques concernant le secteur rural. Malgré la pertinence du projet et les résultats obtenus, son appropriation par les institutions nationales reste limitée.

R33 La FAO est un partenaire très proche des OP qui a constamment appuyé le renforcement de leurs capacités et a été capable de proposer des actions sur la durée répondant à leurs besoins. La mise en place dans le cadre du projet IARBIC d'un fonds de garantie pour faciliter l'accès au crédit et l'initiative CoOPéquité qui a facilité la participation des OP aux processus décisionnels et, en particulier, au développement de la Loi d'orientation agricole, sont considérées comme des initiatives très importantes par les OP. Si les fédérations des OP au niveau central émergent comme des structures dynamiques, au niveau local les capacités des OP sont faibles et les actions de renforcement de leurs capacités devraient se poursuivre.

## Genre

- R34 La prise en compte du genre dans l'intervention de la FAO est faite principalement à travers l'inclusion de femmes parmi les bénéficiaires des interventions, mais des analyses de genre ne sont pas conduites au cours de la conception des projets.
- R35 L'évaluation a constaté sur le terrain les acquis de projets antérieurs, tels que les projets IARBIC, «Capitalisation des bonnes pratiques» et, plus récemment, l'initiative CoOPéquité, qui ont affronté la question des inégalités de genre en agriculture au travers: de formations d'organisations paysannes, de faïtières et de services techniques sur le genre; et, la promotion d'innovations telles que le warrantage afin de permettre aux petits producteurs, et en particulier aux femmes, d'améliorer leur moyen d'existence.
- R36 Dans le domaine du genre, la FAO a promu la création de clubs d'écoute Dimitra. Au Niger, il existe actuellement près de 1 000 clubs d'écoute communautaires fonctionnels. L'ensemble des femmes et des hommes membres des clubs Dimitra rencontrés reconnaissent unanimement que les clubs ont induits des changements positifs dans leurs communautés, parmi lesquels: une certaine cohésion sociale; une plus grande participation des femmes à la prise de décisions dans les villages; et, dans certains cas, une réduction de la charge du travail ou de la pénibilité des tâches attribuées généralement aux femmes à travers une contribution majeure des hommes. Les clubs pourraient mettre davantage en évidence les causes sous-jacentes des inégalités entre hommes et femmes afin de bousculer certaines pratiques au niveau communautaire et aboutir à un changement positif durable. L'approche des clubs d'écoute reçoit une reconnaissance croissante de la part d'autres programmes de la FAO, ainsi que des partenaires techniques et financiers (BM et FEM), pour son rôle de mobilisation communautaire et d'autonomisation sensible au genre, et vient en appui à d'autres projets dans le domaine de l'égalité hommes-femmes.

## Conclusions

### Conclusion 1: Le Niger - un pays prioritaire pour la FAO

Pays parmi les plus pauvres du monde selon l'IDH, au Niger, la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un défi central. Ce défi est identifié comme une priorité nationale et le gouvernement s'est fortement engagé pour le relever. Le Niger est un pays prioritaire pour la FAO et bénéficie d'une attention particulière du siège et du Bureau régional qui se traduit par son inclusion dans plusieurs initiatives régionales et internationales. Dans sa configuration actuelle, la représentation de la FAO apparaît en manque de ressources humaines et financières pour être en mesure d'accompagner de manière pertinente le pays dans sa démarche. La capacité limitée au sein de la Représentation au niveau de la mobilisation de ressources, de la conception de projets et de la gestion des opérations limitent fortement la capacité de la FAO à jouer le rôle technique de référence que les partenaires attendent d'elle.

### Conclusion 2: Appui i3N

La FAO a su accompagner les changements institutionnels marqués par l'adoption de la stratégie de l'i3N. Elle a également contribué à la conceptualisation de l'approche «Communes de convergence», qui constitue une démarche concrète des agences de SNU (et d'autres partenaires) pour la mise en œuvre de l'i3N portée par la volonté de créer des synergies en faveur du renforcement de la résilience et d'harmoniser leurs interventions. Les ComdeCo bénéficient d'une forte visibilité et constitue une opportunité pour montrer les expertises que l'Organisation peut offrir. Cela devrait faciliter la mobilisation de ressources additionnelles qui est nécessaire pour une participation accrue de la FAO dans l'opérationnalisation de cette approche.

### Conclusion 3: Contribution à la coordination des acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire et le développement rural

La FAO a efficacement contribué à la facilitation du cluster sécurité alimentaire, mais sa contribution dans d'autres groupes de concertation dans ce domaine a été plus diluée. L'Organisation n'a pas été capable d'assurer une participation consistante et à un niveau suffisamment élevé pour la prise de positions ou décisions. Une participation active dans les cadres de concertations est essentielle pour assurer la visibilité de la FAO et contribue également à la perception que les partenaires ont

de l'Organisation. La FAO a également un rôle à jouer dans la redynamisation des espaces de discussion relatives aux enjeux du développement rural au niveau de l'IN.

#### **Conclusion 4: Des domaines de travaux émergents - la nutrition et la protection sociale**

La nutrition et la protection sociale sont des domaines de travail émergents au Niger. Dans le domaine de la nutrition, la FAO a su, au cours de la période analysée, se positionner parmi les acteurs au niveau national. Des efforts doivent encore être réalisés pour assurer l'intégration de la nutrition dans les interventions de la FAO et pour faciliter l'implication des partenaires du secteur rural. Dans le domaine de la protection sociale, qui devient de plus en plus important au Niger, la FAO n'a pas encore défini son rôle et sa valeur ajoutée par rapport aux autres intervenants.

#### **Conclusion 5: Un capital d'expériences à valoriser**

Le Niger a constitué pour l'Organisation un laboratoire de développement et diffusion de bonnes pratiques et d'innovations pendant plusieurs années à travers des projets de développement pluriannuels. La richesse des expériences de la FAO au Niger est reconnue par les acteurs nationaux du développement rural, mais ignorée par d'autres (par exemple par les acteurs impliqués principalement dans la réponse aux crises ou par certains bailleurs de fonds). Cela nuit à la construction de l'image de la FAO, à la mobilisation de fonds et à l'établissement de partenariats équilibrés. Les acquis de la FAO dans les projets de développement sont insuffisamment utilisés pour proposer des approches intégrées pour le renforcement de la résilience.

#### **Conclusion 6: Élevage et pastoralisme – un secteur central au Niger**

Les appuis de la FAO en faveur de l'élevage et du pastoralisme, secteur clé pour l'économie nationale et pour la résilience des populations, se sont principalement limités à des actions d'urgence. Un investissement conséquent dans des projets plus structurants et une meilleure articulation entre les actions d'urgence et de développement sont nécessaires pour assurer la durabilité, avoir plus d'impacts et renforcer la résilience des communautés vulnérables. Les Champs écoles pastoraux sont une approche très pertinente par rapport au contexte du Niger, mais leur diffusion a été limitée.

#### **Conclusion 7: Les partenariats**

La FAO n'a pas de stratégie partenariale établie avec les ONG. Les collaborations sont limitées à des activités ponctuelles. Des collaborations de plus longue durée, ouverte à l'avis et aux propositions des partenaires dans un dialogue sur l'ensemble du cycle de projet permettraient d'améliorer les résultats des interventions. La contractualisation avec le même partenaire opérationnel que le PAM, lorsque les deux organisations travaillent sur les mêmes terrains, est une stratégie pertinente qui a donné des résultats positifs et a facilité les synergies sur le terrain.

#### **Conclusion 8 : L'intégration du genre dans le programme de la FAO**

Plusieurs projets de la FAO se sont attaqués aux inégalités de genre en agriculture et les femmes ont été quelques fois seules bénéficiaires de certaines initiatives. Cependant, malgré les acquis, la prise en compte des questions de genre dans la formulation de projets/programme n'est pas systématique. Des analyses genre ne sont pas conduites dans la phase de conception des projets. En outre, les capacités de l'équipe pays dans ce domaine nécessite d'être renforcées.

### **Recommandations**

Huit recommandations ont été développées sur la base des constatations principales et des conclusions.

#### **Recommandation 1: Le Niger – un pays prioritaire pour la FAO**

En tant que pays prioritaire, l'Organisation devrait renforcer les capacités du Bureau pays dans la mobilisation de ressources, le développement du programme ainsi qu'au niveau opérationnel. Cet investissement pourrait permettre à terme à la FAONE d'accéder davantage aux ressources disponibles au niveau pays et de jouer pleinement son rôle. Dans la mise en place des initiatives/

projets mondiaux et régionaux, les divisions au Siège et le Bureau régional devraient améliorer les synergies et privilégier la création de postes dans des domaines transversaux (comme par exemple le genre ou l'accompagnement des organisations paysannes) à la place de points focaux de projets individuels.

R37 La première recommandation, qui concerne le renforcement du Bureau pays, est une priorité qui conditionne la mise en œuvre des autres recommandations émises par l'évaluation. Le Niger est un contexte complexe où intervient une multiplicité d'acteurs humanitaires et de développement. Il bénéficie d'une attention des bailleurs de fonds qui se traduit par des opportunités en termes de mobilisation de ressources. Le Bureau pays devrait tirer profit de ces opportunités pour mieux appuyer le pays. Pour ce faire, le renforcement de capacités dans la mobilisation de ressources, la conception de projets et la gestion des opérations est essentiel. Dans certains pays, ces fonctions sont généralement supportées par le Représentant adjoint, mais ce poste ne figure pas actuellement dans l'organigramme du Bureau de la FAONE.

### **Recommandation 2: Appui i3N**

**2a:** Le nouveau CPP devrait continuer à s'aligner sur l'i3N. Le document devrait explicitement faire la distinction entre vulnérabilité chronique, faisant recours à des interventions de développement à long terme ou à des actions de protection sociale, et vulnérabilité conjoncturelle, qui nécessite des réponses d'urgence. La mobilisation de financements pluriannuels devrait être une priorité pour mettre en œuvre des interventions adaptées.

**2b:** Le nouveau CPP devrait prendre en compte les ComdeCo. La FAO devrait maintenir son appui au HC-i3N tout en renforçant son positionnement opérationnel. Les ComdeCo bénéficiant d'une grande visibilité, la FAO devrait présenter les interventions favorables à la résilience qu'elle peut programmer à l'échelle communale dans une démarche active de recherche de financement. L'approche ComdeCo ne doit pas être une approche exclusivement onusienne. La FAO devrait favoriser l'implication des ministères techniques du secteur rural dans les ComdeCo; continuer, en collaboration avec les autres agences du SNU, à supporter l'i3N dans le renforcement des cadres de concertation au niveau local ; et encourager la venue d'autres intervenants.

### **Recommandation 3: Contribution à la coordination des acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire et le développement rural**

La FAO devrait s'impliquer davantage dans l'animation des espaces de dialogue sur les questions du développement rural. Elle devrait mobiliser plus fortement ses partenaires du développement rural dans les mécanismes de coordination de l'i3N. En outre, la FAO devrait renforcer sa participation dans les groupes de coordination sur la sécurité alimentaire au niveau central, en assurant une participation active et continue. Enfin, la FAO devrait continuer à supporter les efforts de coordination au niveau décentralisé.

### **Recommandation 4: Des domaines de travaux émergents - la nutrition et la protection sociale**

La FAO devrait consolider son positionnement au niveau national dans le domaine de la nutrition. Pour cela, la présence de d'AT-Nutrition est essentielle pour assurer la participation dans les cadres nationaux de coordination et les groupes de travail pour la nutrition. L'AT-Nutrition devrait être impliqué dans la formulation des projets de sécurité alimentaire et de développement rural, et du prochain CPP. La FAO devrait continuer à encourager les ministères des secteurs ruraux à prendre en considération la nutrition dans leur politique et programmes sectoriels. En outre, elle devrait essayer de mobiliser des financements dédiés spécifiquement à la nutrition dans ses interventions au niveau du terrain. Dans le domaine de la protection sociale, la FAO devrait définir, avec ses partenaires du secteur rural, son positionnement stratégique, sa déclinaison opérationnelle et prendre sa place parmi les différents acteurs en défendant sa valeur ajoutée et le rôle qu'elle compte jouer. La protection sociale devrait être prise en compte dans le nouveau CPP.

### **Recommandation 5: Un capital d'expériences à valoriser**

La FAO devrait utiliser les acquis de son programme au Niger pour proposer des approches intégrées pour renforcer la résilience des populations. La FAO devrait continuer à capitaliser les bonnes pratiques et diffuser les leçons apprises. Elle devrait également maintenir un dialogue constant et assidu avec les bailleurs de fonds présents au Niger pour promouvoir les compétences de l'Organisation.



### **Recommandation 6: Élevage et pastoralisme – un secteur central au Niger**

La FAO devrait s'investir davantage dans le secteur du pastoralisme à travers la promotion dans le temps d'une meilleure articulation entre les interventions d'urgence et de développement. Elle devrait soutenir davantage les Institutions nationales dans ce domaine à travers l'accompagnement des politiques et stratégies nationales par exemple en matière de santé animale, de sécurisation du foncier pastoral, de sécurisation de la mobilité pastorale et des ménages pastoraux et promouvoir des filières animales innovants. En outre, elle devrait réintroduire l'approche Champs école pastoraux vu sa pertinence par rapport au contexte national.

### **Recommandation 7: Les partenariats**

La FAO devrait revoir la modalité de sélection et d'engagement avec les partenaires opérationnels. Elle devrait investir davantage dans une stratégie partenariale, s'engager dans des collaborations pluriannuelles et évaluer les performances et besoins de renforcement de capacités de ses partenaires. Dans le domaine de la nutrition, la FAO devrait rechercher des partenaires présents dans les zones d'intervention, ayant déjà des capacités en nutrition et mobiliser leurs compétences. Dans les communes de convergences, la contractualisation avec les opérateurs déjà impliqués sur des initiatives du PAM devrait être favorisée. La FAO devrait également s'assurer que ses partenaires aient les compétences nécessaires dans le domaine du genre et que ces compétences soient valorisées dans la collaboration.

### **Recommandation 8 : L'intégration du genre dans le programme de la FAO**

La FAO devrait veiller à une prise en compte des questions de genre dans toutes les étapes du processus de conception et mise en place des projets et songer à diffuser sa politique et ses stratégies «genre» au sein de la Représentation ainsi qu'au niveau des partenaires de mise en œuvre des programmes et projets. Pour assurer l'adoption d'une approche genre dans ses interventions, la FAO devrait renforcer les capacités de l'équipe pays, par exemple à travers des formations. Elle pourrait également créer des synergies avec les structures nationales existantes pour bénéficier de leurs capacités dans ce domaine.



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

BUREAU DE L'ÉVALUATION  
[www.fao.org/evaluation](http://www.fao.org/evaluation)